

Values in action – Des valeurs en action

Rwanda – Opération Turquoise – entre mythes et réalités

10 April 2014



Mission RECO nord Rwanda 23 juin – droits réservés – reproduction interdite CH

20 ans après les massacres de 1994 alors que le président Kagamé mettait à nouveau en

cause le rôle de la France, **un ancien officier a donné sur une radio du service public une version étrange de l'opération Turquoise (23 juin-22 août 1994).**

Conseiller à Paris puis chargé d'opérations spéciales à l'état-major de Turquoise au Rwanda, les objectifs humanitaires de l'opération ont rapidement dépassé les préoccupations d'ordre purement militaire, une tendance qui ne s'inversera que récemment dans les opérations en Afghanistan et au Mali.

Mais notre mission initiale prendra une tournure inédite et complexe qui mettra à jour des lacunes riche d'enseignements qui serviront dans d'autres opérations en Afrique, au Maghreb et dans les Balkans. Il faut revenir un instant sur le contexte de l'opération Turquoise pour comprendre les critiques dont elle sera ultérieurement l'objet, ses détracteurs n'ayant pas compris une rupture qui les conduit à faire des amalgames invraisemblables, celle de la complicité d'officiers de l'opération dans le génocide, une thèse inepte et monstrueuse.

Le contexte international de Turquoise

Un bref rappel du contexte international permet de comprendre les clefs de ce conflit régional, nos objectifs et les conditions dans lesquelles nous interviendrons.

Turquoise est l'opération la plus visible et la plus emblématique de la France en 1994. Conduite par des militaires sous l'œil des caméras, elle s'inscrit dans le cadre de luttes d'influences entre grandes puissances dans la région des Grands Lacs, à la limite d'espaces anglophones et francophones.

La France y dispose de deux alliés, les présidents Mobutu (Zaire) et Habyarimana (Rwanda) tandis que **Londres et Washington misent sur l'axe Museveni (Ouganda) – Kagamé** pour préparer l'après Mobutu, condamné par la médecine. L'arrivée de Kagamé au pouvoir fait redouter une implosion de l'est du Zaire, lieu de profonds clivages ethniques et objet de tensions récurrentes sur fond de déliquescence des autorités kinoises. Cet ex-petit voyou de la banlieue de Kampala, complexé, cynique et manipulateur a été formé aux actions subversives et psychologiques à Fort Bragg (USA). Chef des services de renseignement de l'armée ougandaise, il sert trois objectifs : surveiller, infiltrer et éliminer les opposants au président Museveni, isoler le

Soudan islamiste en apportant pour le compte de Londres et de Washington un soutien opérationnel aux rebelles du Sud-Soudan depuis le nord de l'Ouganda, préparer l'après Mobutu, mourant.

Il ne cache pas vouloir créer une communauté tutsi avec le Burundi et reprendre au Sud-Kivu zairois les districts de Goma, de Rutshuru et de Walikale qui appartenaient au Rwanda avant le traité de Berlin de 1885. Dès sa prise de pouvoir, il armera les rebellions au Sud-Kivu qui seront encadrées par des officiers de l'armée populaire rwandaise. Ces groupes rebelles pilleront les richesses minières de la région pour alimenter l'appareil de propagande de Kigali, un réseau de sympathisants actif à l'étranger et seront responsables de centaines de milliers de morts.

Londres et Washington cherchent à empêcher la France

d'intervenir au Rwanda. Il faudra deux mois pour avoir l'autorisation d'une force placée



sous mandant de l'Onu et 800 000 morts... Comme nos forces spéciales, des unités SAS et de la CIA sont impliqués dans les combats entre 1990 et 1994 et des groupes opérationnels marqueront effectivement nos unités pendant toute l'opération Turquoise. En octobre 1993 je tenterai de faire comprendre à mes homologues britanniques que nous n'étions pas dupes de leur engagement, pas plus d'ailleurs qu'ils ne l'étaient du notre.

Le jour de l'attentat contre l'avion présidentiel, le Rwanda est engagé dans une phase de délicate transition politique, sans doute trop rapide. Pour satisfaire aux exigences du **discours de la Baule** (... Le vent de liberté qui a soufflé à l'Est devra inévitablement souffler un jour en direction du Sud (...)) Il n'y a pas de développement sans démocratie et il n'y a pas de démocratie sans développement », le président Habyarimana, d'ethnie Hutu est prié de partager le pouvoir avec l'opposition Tutsi (10 % de la population). C'est l'esprit et la lettre de l'**accord d'Arusha** de 1993 que la France soutient diplomatiquement comme financièrement.

L'assassinat du président le 6 avril 1994 – sa dépouille transitera par Goma le 14 juillet – intervient dans un climat de peur et de haine attisé par trois offensives du FPR depuis 1990 qui ont donné lieu à des massacres dans les deux camps. Quelques semaines auparavant une campagne d'élimination de personnalités proches du pouvoir, suivie d'une intense propagande médiatique gouvernementale préparait la population à des événements que nous percevions de manière diffuse comme inquiétants et potentiellement dramatiques.

L'attentat est la « **divine surprise** » qui sert directement les intérêts des extrémistes des deux camps dès lors engagés dans une lutte à mort. Le FPR peut alors déclencher une quatrième offensive, préparée depuis plusieurs semaines, pour prendre un pouvoir qu'il ne peut gagner par les urnes. Les milices Hutu, encadrées par d'anciens officiers et gendarmes des FAR, commettront alors des massacres dont nous ne savons pas s'ils avaient été planifiés ou non, à notre niveau.

Comme le soutien de Londres et de Washington au FPR, le soutien de Paris au régime rwandais emprunte plusieurs canaux qui alimentent les suspicions et les fantasmes. Les extrémistes Hutu nous accusent de ne pas nous engager davantage et les opposants dénoncent notre ingérence. **Turquoise** sera clairement la face public de l'action de la France.

Le contexte national de Turquoise

Lorsque le président Habyarimana est assassiné, la France est en **période de cohabitation avec les échéances de la présidentielle** de 1995 en perspective. Si divers plans d'intervention militaire sont préparés, le premier ministre et son gouvernement **exclut tout soutien au gouvernement intérimaire considéré comme complice des massacres**. Ce gouvernement est, en réalité, impuissant car passé sous la coupe d'une junte militaire. La France décide une vraie rupture dans son soutien au régime même si l'influence du président français persistera. L'opération Turquoise n'aura pas vocation de soutenir les autorités provisoires rwandaises débordées et compromises.



Philippe Liotard – Ministre de la Défense et le CF Marin Gillier Cdt Trepel – juin 1994 – droits réservés – reproduction interdite CH

Ma mission

A Paris, avec le lieutenant-colonel Michel P., je prépare les dossiers d'appréciation de situation présentés en conseils de défense et nous travaillons sur les préparatifs d'une opération militaire en liaison avec la cellule de crise du ministère des Affaires étrangères. Je suis plus particulièrement chargé d'établir une cartographie, très approximative, des zones où nous pensons trouver des Tutsi en danger.

Au Rwanda dans la nuit du 20 juin, j'assure à partir du 23 avec quatre officiers le commandement et le contrôle des opérations de renseignement et d'extraction des personnes menacées par un génocide évident en liaison avec le colonel Schill, notre interface à la cellule de coordination humanitaire où siègent les ONG.

Notre mission est **d'arrêter les massacres, d'exfiltrer autant de personnes menacées par le génocide pour préparer le déploiement de casques bleus de l'ONU**. Il n'est **pas question d'opérations offensives** ni de reconquête même si des actions de force sont déclenchées pour contenir les provocations du FPR qui testera en permanence notre détermination.

Ainsi le 17 juillet, lorsque le FPR pilonnera au mortier pendant 4 heures 1 000 000 de déplacés fuyant les combats dans la région de Gisenyi, deux mirages F1 CT et CR stopperont les tirs qui reprendront vers 20 heures avec moins de précision ayant délogé une équipe de guidage avancée anglo-saxonne au sommet du mont Goma.

De même des forces aériennes et des blindés seront mis en alerte lorsque le COS se fera accrocher par le FPR lors de l'exfiltration d'enfants et de blessés de l'hôpital de Butare, événements vraisemblablement utilisés par cet officier pour inventer une mission offensive sur Kigali.

Formellement **les plans d'opération de Turquoise comportent 4 phases et 4 lignes de défenses** successives : une phase 1, le 22 juin, de déploiement initial sur une ligne Nord / Sud allant de Gisenyi à Bukavu avec 469 soldats. Une phase 2, le 4 juillet, avec une ligne de position maximale avancée de Mukavira à Butare avec 2 255 soldats. Une phase 3 de retrait, le 7 juillet, correspondant à notre position de départ avec 2 566 soldats (dont 508 étrangers majoritairement africains). Une phase 4, le 22 août de ligne de désengagement au Zaïre avec une force réduite à environ 600 soldats.

Avec des moyens limités, nous lançons dès le 24 juin les premières **opérations de sauvetage d'envergure**. Mais la réalité du désastre est bien au-delà de nos estimations et **dépasse nos moyens**. Submergés de demandes d'évacuations d'urgence dont beaucoup ne seront pas autorisées par le commandement nous concentrons nos efforts initiaux sur la protection de 8.000 Tutsi à Cyangugu sur un millier de Tutsi au sud de Kibuye, les blessés de l'hôpital de Butare et l'exfiltration de centaines d'enfants Tutsi cachés dans des monastères, des caves ou des faux plafonds.



Détachement commandement des opérations spéciales Bisesero 30 juin 1994 – droits réservés – reproduction interdite CH

Je tiens à jour les flux de déplacés, la situation sanitaire et alimentaire de centaines de milliers de déplacés dans les camps de fortune pour que la BIOFORCE et les ONG endiguent les foyers d'épidémies qui éclatent partout.

De fait si les massacres baissent d'intensité ou cessent partout où nous intervenons il faudra arbitrer en permanence entre **des choix opérationnels et humains difficiles**.

Nos relations avec les milices, les Forces armées rwandaises et le gouvernement intérimaire.

Si la France a directement soutenu les forces armées rwandaises (FAR) jusqu'en novembre 1993, celles-ci ne recevront **aucune aide de Turquoise** ce qu'elles nous reprocheront parfois avec véhémence. Lors de la débâcle du 17-20 juillet dans la région de Goma, je serai pris à partie par des éléments des FAR en débandade.

Sous embargo, et malgré des livraisons d'armes limitées, les forces armées rwandaises **sont mal en point**. Des commandants de bataillons ont été abattus par des snipers et les soldats n'ont plus de munitions d'appui (5,56 mm), les engagements avec le FPR sont donc limités. L'unique hélicoptère canon est cloué au sol faute de pièces de rechange et ne dispose plus de roquettes de 68 mm que pour une seule sortie aérienne. Le bataillon mécanisé n'a quasiment plus de carburant et la perte

de 8m3 d'essence et de stocks de nourriture début juillet sonne l'hallali. Malgré **des commandes d'armes** à la Belgique, payées mais gelées, à l'Afrique du Sud, bloquées par Washington et par Bruxelles, ainsi qu'à la Roumanie, les forces gouvernementales lâcheront prise après trois mois de combats. Kigali tombera le 4 juillet à 0800 du matin.



Armes abandonnées par les Forces armées rwandaise poste frontière Zaïre – droits réservés – reproduction interdite CH

Les FAR en déroute font peser une menace sur nos opérations. Elles sont donc désarmées dès qu'elles transitent dans nos zones. Mais quelques bataillons profitent de la nuit et de la situation de chaos pour entrer avec leurs armes au Zaïre. Ainsi au nord dans le sud le 17 juillet, après le départ des autorités locales, 4 bataillons FAR passeront au Zaïre tandis que 6 autres seront désarmés. Le 20 juillet une compagnie du 99ème bataillon FAR qui tentait de traverser la zone humanitaire sûre (ZHS) est désarmée.

Nos relations avec les milices sont tendues sans concessions. Le 4 juillet matin, un groupe de miliciens qui menaçait une vingtaine de Tutsi logés dans un hôtel de Gikongoro est interpellé par deux groupes du COS tandis que les Tutsi sont conduits au camp de Murambi.

Le 7 juillet dans la province de Cyangugu nous intervenons à plusieurs occasions pour prévenir des exactions de miliciens à proximité du camp de Nyarushishi. La tension monte progressivement dans la partie Ouest de la province de Cyangugu où 276 détenus ont été libérés par la gendarmerie rwandaise. L'afflux de blessés du front et de déplacés provoque l'amertume et une déception marquée vis à vis de la France. A Gikongoro, le COS a interpellé 9 individus armés et une camionnette volée dans une communauté religieuse.

Entre le 19 et le 23 juillet, le groupement Sierra (Sud) conduira des **opérations de maintien de l'ordre** avec un détachement prévôtal métropolitain pour neutraliser des bandes armées dans la région de Kamembe et de Cyimbogo.

Le 1^o août la situation est considérée comme calme en limite de la ZHS alors que le FPR a renforcé son dispositif au pourtour de la zone où il maintient 5 bataillons de combat. Le nombre des incursions a nettement diminué, le mouvement se limitant à des raids pour récupérer de la nourriture, à des réunions pour inciter les déplacés à rentrer chez eux et à des enlèvements ciblés de notables. Les témoignages d'élimination de Hutu revenus en zone FPR se multipliant, le retour des déplacés et des réfugiés est freiné.

Il n'y a plus d'unités constituées des FAR dans la ZHS et, aucun élément des FAR n'est instruit par des forces françaises dans la région de Gisovu, comme nulle part ailleurs, contrairement à ce que prétend "Radio Rwanda" qui émet depuis Kigali. Le 20 juillet, les 6 000 militaires qui ont fui

au Sud Kivu (Zaire) sont regroupés dans un camp à 4 km de la frontière rwandaise puis acheminés sur un deuxième camp situé à 20 km du Rwanda sous contrôle des forces de sécurité intérieures (GACI).

Nous ramenons le calme dans la ZHS où les populations reprennent leurs activités. Les interpellations et les **arrestations de brigands** rassurent les habitants et le problème de l'incarcération des individus dangereux a été en partie réglé avec la réouverture de la prison de Cyangugu.

Dans la province de Kibuye, les actes de pillages ont pratiquement disparu depuis la mise hors d'état de nuire de deux bandes. **Dans la province de Gikongoro**, la population commence à se sentir en sécurité et renseigne nos forces pour les aider à lutter contre les derniers brigands qui sévissent dans la zone. Une bande, repérée aux lisières de la forêt de Nyungwe, dans la région de Musebeya est ainsi activement recherchée par nos éléments.

Dans la province de Cyangugu, débordés, nous sommes aidés par des gendarmes rwandais volontaires sélectionnés aussi rigoureusement que possible compte tenu de la situation. Les exactions et les actes de pillage cessent alors dans la quasi totalité de la province : les ratissages effectués dans la presqu'île de Gafunzo et à Cyangugu ont permis d'appréhender plusieurs déserteurs et bandits qui terrorisaient les habitants. Mais la vallée de la Ruzizi subie des raids de bandes armées composées d'ex miliciens et de zaïrois qui franchissent de nuit la rivière pour piller les maisons des localités frontalières. Nos patrouilles interceptent ou repoussent chaque jour des tentatives d'incursions parfois après de brefs accrochages.



Armes abandonnées par les Forces armées rwandaises embarquées par la DSP zaïroise – droits réservés – reproduction interdite CH

Les armes abandonnées par les FAR sont récupérées par les forces armées zaïroises (FAZ).

En sus de milliers d'armes légères, les zaïrois saisissent 30 camions, 5 hélicoptères (4 Gazelles, 1 Ecureuil) et un shelter radio.

Les armements lourds sont stockés dans le camp Catindo à Goma (7 AML 60, 8 AML 90, 5 VBL, 5 BM 21, 1 lance roquette monotube, 6 mortiers de 120, 6 canons de 105, 11 bitubes anti-aérien, 1 quadri tube anti-aérien).

Kinshasa s'engagera à restituer les armements au nouveau ministre de l'intérieur rwandais (FPR), Seth Sendashonga, le 2 aout à l'hôtel Méridien de Gisenyi.

Consciente de la fragilité de la situation sécuritaire, la Gendarmerie zaïroise interdit le 25 juillet la tenue à Goma d'une conférence de presse organisée par des personnalités rwandaises en exil. Elle est inopportune alors que les premiers contacts s'établissent entre Kinshasa et Kigali et que les rwandais présents au Zaïre n'ont pas le statut de réfugiés politiques.

Nous ne soutenons pas davantage le gouvernement intérimaire. Les ministres sont expulsés de l'hôtel Méridien Izuba de Gisenyi et de la Zone humanitaire sûre (ZHS) leur présence étant incompatible avec son statut de neutralité. La compagnie SHABAIR déposera à Kisangani le 26 juillet les ministres en exil abandonnés à leur sort.

Je n'ai jamais assisté à des paiements des forces armées rwandaises en déroute par des éléments de Turquoise. Cette mission ne rentrait pas dans les attributions du 2° bureau et le gouvernement intérimaire emportait d'ailleurs dans son exil le trésor de la banque du Rwanda. Son directeur réglera les traitements de fonctionnaires civils et militaires du gouvernement intérimaire à l'hôtel des Masques à Goma le 19 juillet et les FAR dans les camps zairois.



Partie de l'argent de la banque du Rwanda sous bâches et dans bus sous garde des Forces armées rwandaises (FAR) réfugiées au Zaïre – droits réservés – reproduction interdite CH

Nos relations avec le FPR

Turquoise évite **tout affrontement** direct avec le FPR qui contourne ses zones pour mieux les infiltrer. Il y aura en revanche six **escarmouches meurtrières comme le 3 juillet** vers 13 h : le COS qui escortait des blessés de l'hôpital de Butare est pris à partie à 5 km à l'est de la ville. **L'état-major maintient des contacts avec les rebelles** via la mission des Nations unies (MINUAR) et une première **rencontre directe avec le FPR aura lieu le 19 juillet à Rambura.**

Le FPR compte alors environ **25 000 hommes** dont dix mille soldats **aguerris**. Majoritairement **anglophones**, légèrement armés, mobiles, endurants et courageux, ils opèrent par groupes de 3 à 10 hommes avec l'ordre d'avancer sous peine d'exécution.

A mesure que s'étend ses lignes de front, **le FPR fait acheminer de la nourriture et des munitions.** Des conteneurs cadenassés franchissent quotidiennement la frontière ougandorwandaise à Kagitumba sous les yeux des soldats de l'ONU. D'autres convois transportent des caisses métalliques recouvertes de bananes entre Kabale et Mulindi, la capitale rwandaise du FPR d'où il achemine des ordres d'opération à bord d'ambulances, de véhicules d'ONG et de l'ONU.

Au plan diplomatique, le FPR lance un ultimatum au gouvernement intérimaire lui intimant l'ordre d'arrêter les massacres et à la communauté internationale exigeant d'être reconnu comme le seul interlocuteur dans la résolution de la crise.

La France qui cherche à obtenir un cessez-le-feu propose au **Conseil de sécurité des Nations unies l'adoption d'une résolution créant une zone humanitaire pour mettre les civils à l'abri des massacres et des combats.** Cette zone concerne les provinces de Cyangugu, Gikongoro et la partie

sud de la province de Kibuye (axe Gitarama – Kibuye inclus jusqu'au col de N'Daba). Paris précise que si cette résolution n'est pas acceptée, **il retirera ses troupes du Rwanda pour ne pas endosser la responsabilité de nouveaux massacres. M. Boutros GHALI donnera son aval** le 6 juillet.

Le 12 juillet Kagamé précise que si les FAR n'acceptent pas un cessez-le-feu unilatéral excluant l'impunité pour les auteurs de génocide les combats continueraient quelles que soient les conséquences humanitaires. Turquoise est un obstacle sur la route du pouvoir.

C'est dans ce contexte tendu que **les provocations du FPR continuent**. Le 17 juillet le mouvement rebelle pilonne au mortier lourd une colonne d'1,5 million de déplacés de guerre dans la région de Gisenyi. Le même jour à 18H20, un élément prend à partie nos éléments à Nyakabuye. A 22H50, le FPR tire quatre obus de mortier sur nos positions, une section de mortiers lourds (SML) détruit la position FPR par des coups au but. Au centre, le FPR consolide ses positions face à la ZHS. Le 20 juillet près de Gihanga plusieurs tentatives d'infiltrations sont déjouées vers 17 heures puis au cours de la nuit en tirant des obus éclairants.

Dans les zones conquises le FPR se lance dans une intense **campagne de propagande et de manipulation** à l'égard des Hutu. Au Sud-Est, les **infiltrations se multiplient sur l'ensemble de la ZHS** provoquant la fuite des notables. Il tient des meetings en ZHS à Kibeho, Kirambi, Kinyamakara, Gashyiensi, Cyarwa, Rukondo, Mweya, Gahunga, Kigohe pour expliquer que seules les 500 personnes inscrites sur la liste des "criminels" seront poursuivies et punies, un mensonge.

De fait nous recevons rapidement de **nombreux témoignages de rescapés de massacres** dans les zones conquises qui sont interdites aux ONG et à l'ONU jusqu'au 26 juillet. Kagamé ne veut pas de camps de réfugiés aux frontières pour éviter que les Hutu ne reviennent en force comme l'ont fait les réfugiés Tutsi au début des années 1990. S'il favorise les retours de déplacés c'est pour **trier les éléments dangereux car il n'a pas l'intention d'intégrer durablement les plus modérés à la vie politique**.

Les Tutsi venus de l'étranger, notamment du Burundi, s'installeront sur les terres abandonnées et les anciens propriétaires, quel que soit leur ethnie, ne pourront pas les récupérer, ni leurs biens d'ailleurs. Tous les commerces et les hôtels passent aux mains de cadres du FPR.

Les itinéraires routiers de retour sont filtrés. Les réfugiés et déplacés sont conduits dans des camps de triage à Kigali, à Kizi, Maraba, Bukeye, au stade Kavaya et dans la cathédrale de Nyondo, notamment. Sectorisés par village d'origine, un responsable FPR local désigne alors les génocidaires, ou les supposés tels, qui sont transférés puis **exécutés à l'arme blanche, à la houe ou à la mitrailleuse lourde** comme dans l'église de Mushubati.

De fait des massacres sont rapportés **partout**, à Masango, Kanyanza, Nganzo, Kirangara, Kilinda, Butare, Murambi, Gisovu, Nyabikenke, Muhandu, Nyarusangue, Runga, Cyaratzi, Rukundo, Shanga, Simbi, Rushikikiri, Runyinya, Kazizi, Muyira, Bwakira, Gikongoro, Maraba, Gahunga, Gisovu, notamment.

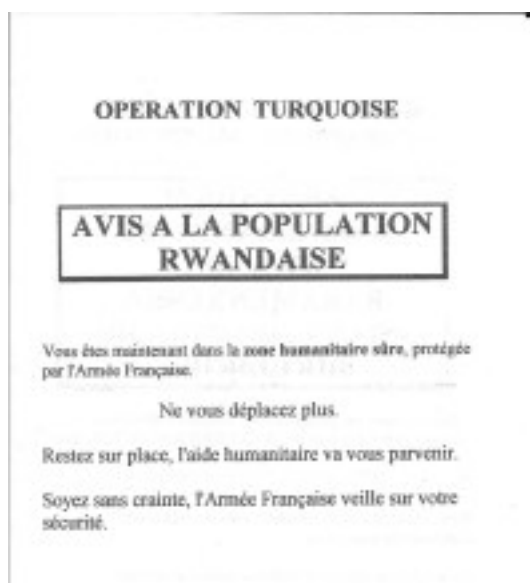
Leçons pour l'avenir

L'opération Turquoise a permis d'aborder des aspects de gestion de crise inédits qui se retrouveront dans toutes nos interventions futures. Les **questions d'ordre humanitaire et l'impact des radios locales ont immédiatement pris le pas sur les préoccupations d'ordre purement**

militaire.

Notre action s'est déroulée dans un **contexte sécuritaire très dégradé** qui a nécessité le suivi des activités des milices et l'actualisation quotidienne de la situation des personnes menacées. La mise en place de détachements de liaison nous a permis de clarifier les intentions du FPR, de manœuvrer en sûreté et de faciliter la prise en compte de la zone par les Nations-unies. La présence d'officiers ayant déjà servi au sein des FAR, de l'ONU ou dans la région des Grands lacs connaissant personnellement les interlocuteurs locaux a joué un rôle déterminant dans le succès des opérations.

Par ailleurs le travail préalable d'évaluation de situation humanitaire a **permis de sauver des milliers de victimes** d'une mort certaine. Il a également permis d'élargir notre champ d'expertise et de **travailler en bonne intelligence avec des ONG** habituellement réticentes à travailler avec nous. La décision de création de la zone humanitaire sûre (ZHS) pour contenir l'afflux de déplacés au Zaïre en proie à de fortes tensions intérieures a conduit à réduire les tensions intérieures au Sud-Kivu et permis de répartir nos **efforts en matière de renseignement sécuritaire pour neutraliser les bandes armées.**



Tract ZHS distribué à la population – droits réservés CH

juillet pour cesser définitivement d'émettre les 13 et 19 juillet au Sud-Kivu avant que nous puissions les brouiller.

Ces facteurs seront pris en compte dans d'autres guerres civiles où nous neutraliserons plus rapidement les instigateurs de massacres et chercherons à limiter les flux migratoires gênants pour nos opérations.

Épilogue

Le moment de sidération passé après l'assassinat du président, les services ne saisissent pas immédiatement l'ampleur des massacres qui débutent dans la nuit du 6 au 7 avril. Il y a en a tant eu dans le passé de part et d'autre que nous pensons qu'ils seront limités. Mais **l'irréparable a été commis**; Les extrémistes opposés au processus de paix empêcheront désormais toute sortie négociée de crise et une lutte à mort est engagée.

Dès octobre 1992 pourtant le premier ministre d'ouverture rwandais s'était plaint au président des lenteurs des réformes et des obstructions de son entourage. Dès 1993 les milices hutu des partis MRND et CDR s'agitaient. En janvier 1994 elles provoquaient la Mission des Nations unies au

Dans chaque secteur les individus, groupes et bandes armées ont été identifiés, les éléments les plus dangereux étant désarmés, neutralisés, emprisonnés ou expulsés vers le Zaïre d'où ils conduiront d'ailleurs des raids de pillages à l'intérieur du Rwanda.

Mais nous avons clairement sous-estimé les **menaces posées par les radios FM** vecteurs de haine et de propagande. De fait les Radios gouvernementales "Rwanda" et radio "Mille Collines" ont quitté Kigali le 1er

Rwanda
(MINUAR) et les
bataillons FPR
stationnés à Kigali.



Une fraction des
responsables de
l'armée ne voulait
clairement pas la
paix alors que le

président redoutait sa mise en accusation internationale et voulait aboutir. Il devenait gênant pour les Ultras du Hutu power autour de son épouse Agathe.

De son côté le major **Kagamé** avait l'intention de mettre en accusation le président Habyarimana pour des massacres commis lors de précédentes offensives. Et nous avons acquis la certitude qu'il **prendrait le pouvoir par la force**.

Les massacres lancés, la **marge de manœuvre s'est considérablement rétrécie**. Ne pas agir eut été coupable. Intervenir directement dans les affaires intérieures du pays pour arrêter les tueries devenait trop risqué et aurait été dénoncé par les mouvements pacifistes. Nous étions **pris au piège d'évènements dramatiques**.

Nous n'avions pas anticipé **l'ampleur de la catastrophe humanitaire** qui suivrait l'effondrement des forces armées rwandaises et n'étions **ni préparés ni dimensionnés** pour accueillir, nourrir et soigner plus 1,5 million de déplacés en l'espace de quelques jours.

Aurions-nous dû abandonner le Rwanda dès la première offensive du FPR en 1990 ? Aurions-nous dû contraindre le président Habyarimana à faire accepter par son peuple un accord de partage du pouvoir immédiat avec les Tutsi ? Aurions-nous dû intervenir massivement dès le 9 avril pour arrêter le génocide, éliminer les ultras, repousser le FPR et dicter une nouvelle feuille de route politique ? Toutes les options étaient sur la table et le gouvernement a tranché.

Nous ne ressusciterons malheureusement pas les centaines de milliers de victimes. On ne fait jamais de politique étrangère et de sécurité avec de bons sentiments et la nature n'aime pas le vide. **La cohabitation politique au sommet de l'état n'a pas été heureuse. Nous aurions aimé n'avoir qu'un interlocuteur sur ce dossier tandis que nos alliés, beaucoup plus pragmatiques, façonnaient une réalité conforme à leurs intérêts.**

La gestion et la résolution de crises aussi complexes ne fonctionnent pas avec des méthodes classiques. Turquoise l'a démontré dans son domaine d'expertise et son périmètre d'action avec des succès malgré le regret de n'avoir pu sauver autant de victimes assassinées par leurs compatriotes dans l'indifférence générale, sauf la nôtre.



Goma PCIAT Turquoise – droits réservés – reproduction interdite CH



Goma déboisé par 1,5 million de déplacés de guerre – droits réservés – reproduction interdite CH



Goma 1,5 million de déplacés de guerre – droits réservés – reproduction interdite CH



Goma 1,5 million de déplacés de guerre arrivent de Ruhengeri – droits réservés – reproduction interdite CH



Goma le FPR tire au mortier sur 1,5 million de déplacés – Nous ramassons les morts – droits réservés – reproduction interdite CH



Petite frontière Goma le 17 juillet 1994 le FPR tire au mortier sur 1,5 million de déplacés – Nous ramassons les cadavres – droits réservés – reproduction interdite CH



Forces armées rwandaises (FAR) en déroute au poste frontière Zaïre – droits réservés – reproduction interdite CH



Forces armées rwandaises (FAR) en déroute au poste frontière Zaïre – droits réservés – reproduction interdite CH



Forces armées rwandaises (FAR) en déroute au poste frontière Zaïre – droits réservés – reproduction interdite CH



Forces armées rwandaises (FAR) en déroute au poste frontière Zaïre – droits réservés – reproduction interdite CH



Armes abandonnées par les Forces armées rwandaises (FAR) en déroute au poste frontière Zaïre – droits réservés – reproduction interdite CH



Armes abandonnées par les Forces armées rwandaises (FAR) récupérées par les Forces armées zairoises (FAZ) au poste frontière Zaïre – droits réservés – reproduction interdite CH



Armes abandonnées par les Forces armées rwandaises (FAR) transportées par les Forces armées zairoises (FAZ) au Zaïre – droits réservés – reproduction interdite CH



CF Marin Gillier Bisesero 30 juin 1994 – droits réservés CH – visages floutés pour raisons de sécurité – reproduction interdite



COS Bisesero 30 juin 1994 – droits réservés – reproduction interdite CH



Détachement commandement des opérations spéciales Bisesero 30 juin 1994 – droits réservés – reproduction interdite CH



Evacuations sanitaires blessés Tutsi Bisesero 30 juin 1994 – droits réservés – reproduction interdite CH



Goma épidémie de choléra – Fosses communes – 2500 cadavres ce matin – droits réservés – reproduction interdite CH



Arrestation de pillards – Turquoise – Rwanda – Juillet 1994 – zone Sierra

Posted in [Gestion de conflits & de crises](#), [Management](#), [Operations](#), [Stratégie](#) | Tagged [Afrique](#), [FPR](#), [Genocide](#), [Habyarimana](#), [Management](#), [Rwanda](#), [Turquoise](#) |

[Create a free website or blog at WordPress.com.](#)
[The Neat! Theme](#). [Entries \(RSS\)](#) and [Comments \(RSS\)](#).